

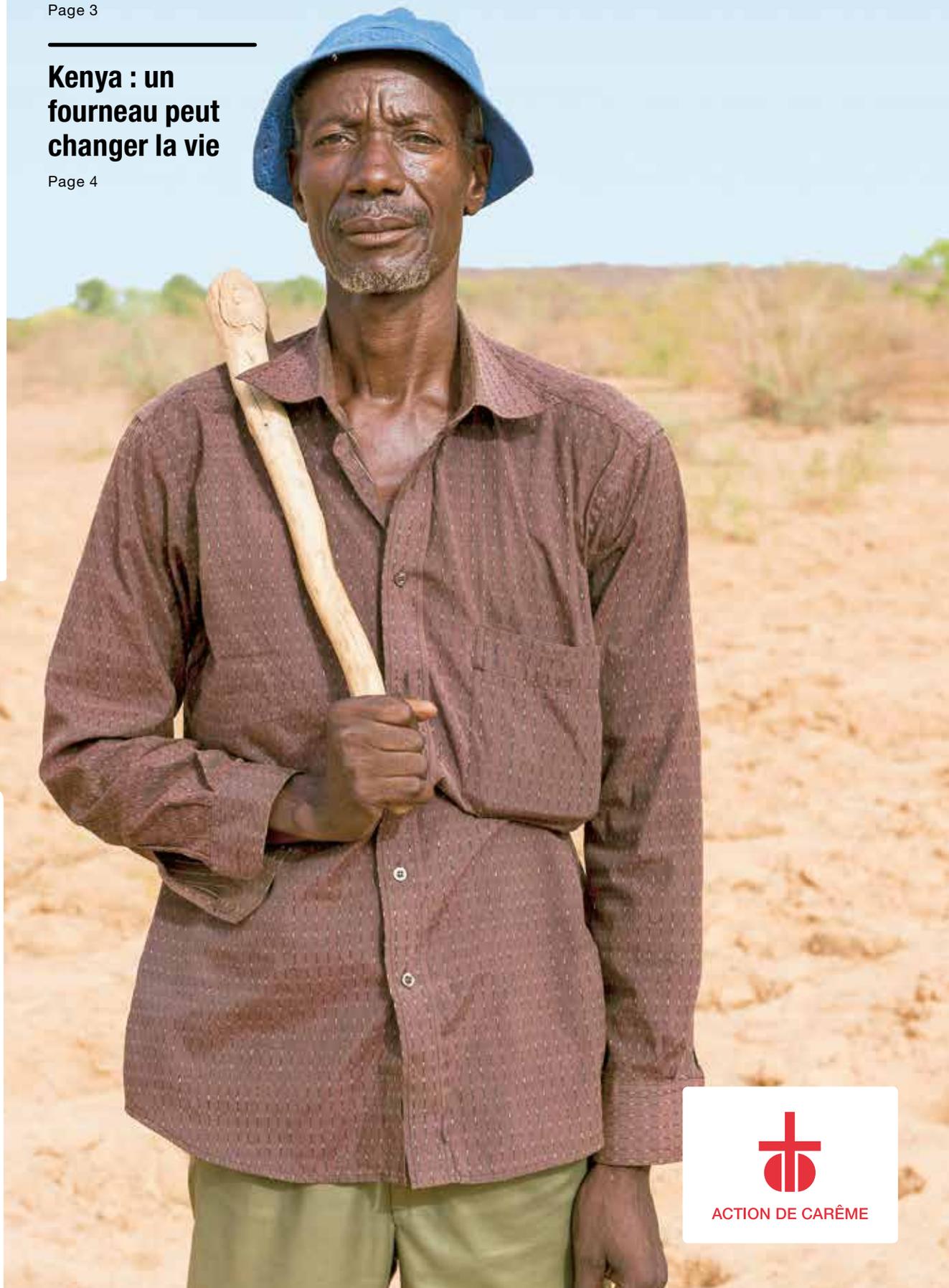
PERSPECTIVES

Laudato si' : la recherche d'un nouveau sens au progrès

Page 3

Kenya : un fourneau peut changer la vie

Page 4



ACTION DE CARÊME

Chère lectrice, cher lecteur,

Le changement climatique fait de plus en plus de victimes qui, au Sud, souffrent des conséquences d'un phénomène qu'elles n'ont pratiquement pas provoqué. Dans le Nord, parmi les responsables de cette crise climatique, le nombre de personnes touchées et préoccupées augmente lui aussi.

Notre économie et notre mode de vie se fondent sur des modèles générateurs d'émissions de CO₂. Il a fallu plus de 20 ans pour conclure un accord sur le climat alors que les risques sont identifiés depuis longtemps. Malgré l'essor des énergies renouvelables, les émissions de CO₂ ne cessent d'augmenter. Conclusion : sans une diminution drastique de notre consommation énergétique, des transports et de l'agriculture industrielle, tous nos efforts seront anéantis.

Pour le climat, 2018 sera une autre année cruciale qui verra la votation d'une loi sur le CO₂, en Suisse, et une nouvelle conférence climatique, en Pologne. Grâce à votre soutien, *Action de Carême* continuera à s'engager en faveur de la justice climatique en finançant des projets qui montrent qu'il est possible de vivre, ici et ailleurs, sans énergies fossiles.



Berns Nilles,
directeur d'*Action de Carême*

CONTENU

VUE DU SUD

Les terres des peuples indigènes doivent être protégées

Page 5

BERND NILLES

Aide au développement : un budget détourné ?

Pages 6-7

DANS LES RÉGIONS

« Tout peut (encore) changer », cycle de conférences et ateliers

Pages 9

Impressum :
Une publication
d'*Action de Carême*, 2017
Rédactrice en chef :
Pascale Schnyder (pst)
Rédaction : Colette Kalt (ck),
Tiziana Conti (tc),
Daniel Tillmanns (dt)
Mise en page et réalisation :
Crafft Kommunikation, Zurich
Travail sur les photos : Schellenberg
Druck AG, Pfäffikon (ZH)
Impression : imprimerie Kyburz AG,
Dielsdorf
Tirages : 39 600 de / 6900 fr
Parait : quatre fois par an
Prix : CHF 5.- par donateur/donatrice
sont utilisés pour l'abonnement
Contact : *Action de Carême*,
actiondecareme@fastenopfer.ch,
021 617 88 81



Un agriculteur pendant les semailles de riz à Carice, Haïti

Laudato si' : la recherche d'un nouveau sens au progrès

Il y a deux ans et demi, le pape François présentait son encyclique « Laudato si' : sur la sauvegarde de la maison commune ». Ce document est aujourd'hui plus important que jamais si l'on considère la gravité de la crise climatique actuelle. La situation a tellement dégénéré qu'il n'y a pas de solution autre qu'un tournant radical. Il ne s'agit pas seulement de notre devoir, mais aussi de notre droit.

Sa publication a provoqué une vague de stupeur à tous les niveaux : de la gauche à la droite, des ultralibéraux aux altermondialistes, du nord au sud. A travers une analyse limpide de l'état du monde, le pape nous invite à « écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres », il insiste sur le caractè-

re indissociable des injustices sociales et environnementales, il identifie ceux qui sont à l'origine de la crise et des inégalités et demande à la classe politique si elle souhaite réellement passer à la postérité en raison de ses échecs. En définitive, il fait de l'enseignement social de l'Eglise catholique un programme tourné vers l'avenir qui nous invite à un changement de cap radical.

Le pape François nous redonne espoir et nous exhorte à chercher un nouveau sens au progrès et au développement qui seraient au service de l'humanité et de la nature, tout en tenant compte du fait que les ressources planétaires, y compris celles de l'atmosphère, nous appartiennent à tous, et pas seulement à la petite minorité qui pollue.

Le Laudato si' esquisse aussi ce à quoi pourrait ressembler notre action. Tout d'abord, nous avons besoin d'une communauté au sein de laquelle il convient de déterminer ce qui nous rassemble et non ce qui nous divise. Enfin, faute d'avoir le temps, nous avons besoin d'organisations qui, à l'instar d'*Action de Carême*, exercent de la pression.

Nous avons tous besoin de courage ; or, c'est exactement ce que nous insuffle cette merveilleuse encyclique, tout comme le fait que les paroles du pape François aient pu contribuer à définir les objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et à l'Accord de Paris sur le climat.

Ni le pape, ni *Action de Carême* ne sont toutefois naïfs. La Déclaration des droits de l'homme date

de 1948 et pourtant, pas un jour ne passe sans que les droits qu'elle consacre ne soient bafoués. C'est la raison pour laquelle il nous faut, tant individuellement que collectivement, mettre tout en œuvre pour empêcher le noyautage des valeurs chrétiennes.

Si le Laudato si' n'apporte pas toutes les réponses aux questions qui se posent aujourd'hui, il nous appelle, en revanche, à chercher et à innover. A mettre en œuvre des conversations sociétales fécondes sur une manière différente de vivre sur cette planète dans le futur, dans une justice sociale et en harmonie avec la nature. Alors osons le changement.

— Tiziana Conti



Martha et deux de ses quatre enfants devant leur maison.

Un fourneau peut changer la vie

Soutenu par *Action de Carême*, un projet pilote encourageant l'utilisation de fourneaux économes a provoqué un véritable engouement dans le diocèse de Kitui. Fabriqués localement, ces fourneaux créent des débouchés pour les artisans et préservent la santé des villageoises.

A la campagne, 80% des ménages cuisinent au feu de bois. Mais en raison du changement climatique, du déboisement et de la surexploitation des ressources naturelles, le bois se fait rare. La fumée dégagée par les foyers ouverts est très nocive et cause, chaque année, quelque 22 000 décès par maladie respiratoire.

Martha Matysia* a elle aussi cuisiné longtemps sur un foyer ouvert. Avec ses enfants, elle habite le village de Jakalia dans le

diocèse de Kitui. Les familles vendent une partie de leurs récoltes pour subvenir à leurs besoins. Nombre d'entre elles vivent toutefois en autarcie : sur leurs champs, elles produisent du maïs, des haricots et des petits pois.

De nouvelles perspectives

Martha éduque seule ses quatre enfants. La terre qu'elle possède ne lui permet pas d'alimenter sa famille, mais elle ne peut émigrer en ville à la recherche d'un em-

ploi en raison de son fils handicapé. Ses deux poules sont toute sa fortune et de petits emplois lui permettent de joindre les deux bouts. Son rêve est de réunir suffisamment d'argent pour acheter une machine à coudre à son fils, très habile de ses doigts.

C'est lors d'une assemblée locale que Martha a entendu parler des fourneaux économes pour la première fois. L'idée semblait séduisante et, après en avoir vu un en action chez une voisine, elle a dé-

cidé de faire le pas. L'artisan, formé par le projet, a apporté un sac de ciment et a construit le fourneau sur place. Toute l'opération lui a coûté l'équivalent de dix francs.

Le quotidien simplifié

Voilà maintenant onze mois que Martha utilise son nouveau fourneau, dont elle est très contente. Elle économise beaucoup sur l'achat de bois de feu qui, de plus, se fait rare dans cette région, et peut ainsi se permettre d'acheter des semences pour obtenir des récoltes plus abondantes. Plus rapide, le fourneau laisse à Martha davantage de temps pour cultiver ses champs ou travailler dans les environs. Ses enfants peuvent se laver à l'eau chaude tous les matins, car le fourneau conserve la chaleur de la veille, et il n'y a quasiment plus de fumée. Le fourneau dégage d'ailleurs nettement moins d'émissions qu'un foyer ouvert. « Depuis que nous avons ce fourneau, les enfants sont moins souvent malades et ils passent bien plus de temps avec moi dans la cuisine. » Si la vie de Martha n'a rien d'une sinécure, ce progrès a considérablement amélioré son quotidien en lui rendant un peu d'espoir.

— David Knecht

* Nom modifié par la rédaction

Lire et agir

Notre action

Action de Carême forme des artisans à la fabrication de fours économes en énergie et finance l'achat du ciment.

Votre soutien

Soutenez notre engagement pour protéger la santé des femmes et des enfants au Kenya. Faites un don sur le compte 10-15955-7



Maria Paula est fondatrice et directrice d'Uma Gota no Oceano, une agence de communication d'utilité publique qui prête aide et assistance aux organisations et mouvements sociaux.

Les terres des peuples indigènes doivent être protégées

Il a fallu attendre la constitution de 1988, près de 500 ans après l'arrivée des Portugais au Brésil, pour que les droits ancestraux des peuples indigènes soient reconnus. Or, cet acquis est de nouveau menacé : depuis l'accession au pouvoir de Michel Temer, l'influence du lobby de l'agrobusiness, dénommé ruralistas, n'a cessé de croître, ce qui inflige de gros dommages d'ordre socio-économique au pays. Détenant

plus de 40 % des sièges au Parlement, la bancada ruralista ne recule devant rien pour imposer son propre programme de développement, ouvrant grand les vannes aux monocultures, au détriment des forêts primaires et de leur biodiversité. Ce modèle agricole étant énergivore, le gouvernement entend développer

la production d'hydroélectricité et prévoit ainsi la construction de plus d'une centaine de centrales pour le seul bassin du Juruena, dans le Mato Grosso, pour la plupart sur des territoires indigènes ou à proximité. Protégés par la constitution, ces territoires sont ainsi le seul obstacle aux visées des ruralistas.

Si les ruralistas parviennent à imposer leur programme, le Brésil risque de ne pas atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat de 2015, en vertu duquel les pays signataires s'étaient engagés à tout faire pour que le réchauffement planétaire moyen ne dépasse pas 2 degrés. Les peuples indigènes vivent dans de grandes réserves, dans le bassin de l'Amazone ou dans le Cerrado, où se situe le bassin du Juruena. Dans ces régions, les forêts primaires retiennent d'immenses quantités de CO₂, qui seraient libérées si ces forêts étaient détruites, ce qui aggraverait considérablement la crise

climatique sur l'ensemble de notre planète.

Or, il sera impossible d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris si l'environnement et le mode de vie traditionnel des peuples indigènes ne sont pas protégés. Aussi faut-il enfin reconnaître l'importance de leur contribution aux efforts visant à limiter le réchauffement.

En 2011, Uma Gota no Oceano a lancé la campagne É A Gota D'Água + 10, récoltant en une

seule semaine plus d'un million de signatures contre la construction de la centrale hydroélectrique de Belo Monte sur le Xingu, qui mettait en péril l'existence non seulement des peuples indigènes, mais aussi d'autres groupes de populations établis de longue date dans la région. Cette pétition a porté sur

la place publique un sujet qui était auparavant resté confiné aux cercles les plus fermés du gouvernement et de l'économie.

Notre mission est de faire comprendre à l'opinion publique les problématiques sociales et écologiques, et de susciter sa solidarité, notamment lorsqu'il s'agit des droits des peuples autochtones, du changement climatique ou de l'énergie verte. Dans ce sens, nous concevons et coordonnons des stratégies afin d'œuvrer à l'avènement d'un monde plus conscient, plus équitable et plus durable. Pour y parvenir, nous créons des réseaux, faisons intervenir des faiseurs d'opinion, engageons des personnalités influentes, préparons des contenus pour les médias et mettons sur pied des campagnes articulées autour de récits susceptibles de toucher les gens et de les amener à s'engager.

« Notre mission est de faire comprendre à l'opinion publique les problématiques sociales et écologiques. »

Maria Paula

EN CHIFFRES

860 000

autochtones vivent aujourd'hui dans 240 communautés différentes du Brésil.

120 000

personnes sont directement menacées par la planification ou la construction de centrales hydroélectriques.

44

centrales hydro-électriques sont prévues dans la forêt tropicale amazonienne et menacent les territoires indigènes.

Aide au développement : un budget détourné ?

Après avoir présidé durant neuf ans la fédération catholique CIDSE, Bernd Nilles est le directeur d'Action de Carême depuis mai dernier. Dans cet entretien, il explique pourquoi la politique climatique et l'aide au développement doivent cheminer main dans la main, pourquoi la coopération au développement doit se réinventer et le rôle crucial de la société civile.

Dans l'Accord de Paris sur le climat, il avait été convenu que les pays industrialisés dégageraient des fonds pour atténuer les conséquences du changement climatique au Sud. Or, le Conseil fédéral a annoncé, ce printemps, qu'il rognerait sur le budget de l'aide au développement pour tenir ses engagements. Qu'en dites-vous ?

C'est problématique à mes yeux, car c'est l'idée même de justice qui est en jeu. Ceux qui souffrent le plus du réchauffement sont précisément ceux qui y ont le moins contribué, et les pays de l'OCDE, principaux émetteurs de gaz à effet de serre, portent en l'occurrence une responsabilité particulière. A Paris, les Etats se sont accordés sur le relèvement des fonds destinés à combattre le réchauffement et à en atténuer les effets afin de les porter à 100 milliards de dollars par an à partir de 2020. Pour la Suisse, une contribution équitable serait de l'ordre d'un milliard de dollars, eu égard à sa puissance économique. Nous en sommes encore très loin. Plutôt que de mobiliser



Avant d'être nommé directeur d'Action de Carême, Bernd Nilles a dirigé pendant neuf ans l'alliance catholique internationale CIDSE, dont le siège est en Belgique. Né en Allemagne, il vit avec sa femme et leurs deux enfants à Lucerne.

de nouvelles ressources, la Suisse entend identifier les mesures et projets de protection climatique inscrits à son budget de coopération et les faire figurer au chapitre de la lutte contre les changements climatiques, au détriment de la coopération au développement. Cette décision va à l'encontre de nos engagements internationaux, nuit à la lutte contre les changements climatiques et diminue les fonds disponibles pour construire des écoles, mettre sur pied des systèmes de santé et garantir la sécurité alimentaire.

Le financement de projets d'adaptation au réchauffement climatique n'est pas le seul poste à émarger au budget de la coopération au développement : il y a aussi les coûts de l'asile.

Oui, le budget de l'aide au développement est la nouvelle vache à lait à laquelle tout le monde vient se servir. Une des raisons en est son caractère volontaire, puisque le Parlement en négocie le montant chaque année. Et, une année de plus, les

Chambres fédérales prévoient des coupes budgétaires qui toucheront en particulier la coopération au développement. Aujourd'hui déjà, 19 % du budget suisse d'aide au développement est consacré à l'asile, ce qui constitue à mes yeux un détournement caractérisé. La plupart des réfugiés ne viennent pas en Europe, mais émigrent dans le même continent, comme l'Afrique par exemple. Nous abandonnons de nombreux pays pauvres à leur sort.

La Suisse est-elle un cas isolé ?

Non, malheureusement. Actuellement, de nombreux pays de l'OCDE ont tendance à détourner les fonds de l'aide au développement, pour le climat, pour l'asile, pour des intérêts économiques et commerciaux et même pour des activités en lien avec la sécurité.

Les gouvernements ne font-ils plus confiance aux ONG ?

Apparemment, nous sommes trop critiques pour de nombreux gouvernements. Notre conception du développement a évolué : non seulement nous aidons les bénéficiaires à prendre leur destin en main, mais nous dénonçons désormais aussi les causes structurelles de la pauvreté, comme les politiques économiques aberrantes, le triomphe de l'agriculture industrielle, les émissions de gaz à effet de serre, etc. Et nous proposons des modèles politiques qui mettent l'économie au service des personnes, de l'environnement et de la justice. Certains pays d'Europe ont ainsi tendance à moins financer les ONG, ou à les soumettre à des conditions draconiennes, et à attribuer davantage de fonds destinés à la coopération au développement à des entreprises. Et, alors que la preuve de l'efficacité de l'aide au développement confiée au secteur privé n'a pratiquement pas été appor-

tée, certains voient même dans les entreprises les nouveaux sauveurs des pays du Sud. Malgré tout, je vois que le gouvernement suisse a la volonté de soutenir la société civile et voit aussi d'un bon œil les campagnes que nous réalisons. Il n'en reste pas moins que la tendance est négative à l'échelon international.

Des exemples ?

Au Sud, de nombreuses organisations sont pour ainsi dire réduites au silence. Les défenseurs des droits humains et de l'environnement sont de plus en plus menacés et persécutés. Il semble que nos organisations et nos partenaires locaux s'attaquent davantage à la cause des

« Nous devons accorder de l'importance à nos idées et à notre conception d'un avenir meilleur. »

problèmes, menaçant ainsi certains intérêts, comme lorsque nous exigeons la fermeture d'une mine. En Angleterre, les ONG n'ont pas le droit de s'exprimer durant les campagnes électorales. D'autres gouvernements ne financent les ONG que si elles mettent en œuvre leurs stratégies, ce qui nuit à l'indépendance de celles-ci, mais aussi à l'efficacité : les œuvres d'entraide comme la nôtre sont des exemples d'efficacité et de gestion économe. De nombreux gouvernements préfèrent toutefois verser de grosses sommes à des agences de développement dispendieuses, qui coûtent bien plus cher que les ONG et poursuivent clairement un but de rentabilité financière. La participation et l'autonomie des bénéficiaires font les frais de cette conception

du développement, qui ne finance pour ainsi dire jamais de petits projets dans des zones particulièrement pauvres, où nous sommes très présents.

Quelles sont les caractéristiques d'un modèle de coopération au développement effectif ?

Les Objectifs de développement durable (ODD) apportent une réponse tout à fait pertinente. Pour la première fois, une approche du développement aborde à la fois les questions sociales et les questions écologiques et s'attaque aux causes structurelles des crises, comme la crise climatique, la crise financière ou la crise économique. Il s'agit aussi du premier cadre de référence qui s'applique au Nord comme au Sud. La société civile a joué un rôle de premier plan dans la démarche qui a abouti à l'adoption des ODD, un progrès important pour la communauté des nations.

Et qu'en est-il de la mise en œuvre des ODD ?

En adoptant les ODD, les gouvernements ont solennellement reconnu que nous sommes à l'aube d'une grande transformation et que nous devons opérer une refonte de nos systèmes. La question de la mise en œuvre reste toutefois entière. Pour cela, la participation de la société civile est cruciale, j'en suis persuadé. Il faut des citoyens engagés qui font entendre leur voix et qui tiennent leur gouvernement à l'œil. Toutefois, la critique ne suffit pas, il faut aussi proposer des solutions. Ces dernières décennies, nous avons acquis des compétences très pointues en dialogue avec nos partenaires. Nous avons identifié de nombreux problèmes et les solutions formulées pour un contexte local peuvent parfaitement se transposer à d'autres pays, dans les domaines du commerce des semences, de

l'agroécologie et de la participation, par exemple.

Ne faudrait-il pas repenser la coopération au développement de fond en comble ?

Pour moi, la coopération au développement signifie continuer à appuyer les pauvres dans une démarche de solidarité, mais aussi œuvrer à la transformation de la société et de l'économie et à la préservation de l'environnement en approfondissant le dialogue avec nos partenaires. Le facteur temps a certainement modifié la donne. Compte tenu de la gravité des crises mondiales, comme la crise climatique, nous devons agir maintenant et non attendre demain, car le temps est compté.

Que devons-nous modifier concrètement ?

Ces 20 dernières années, les ONG se sont beaucoup professionnalisées, aussi dans le domaine des pressions politiques. Nous avons également sous-estimé le fait que les modifications de fond ne passent pas uniquement par la politique. Quand on analyse les transformations essentielles des sociétés, on s'aperçoit qu'elles ne peuvent presque jamais être attribuées à des élections ou à des responsables politiques, mais plutôt à des personnes qui ont pris l'initiative, à des mouvements. Nous ne devons ainsi pas nous contenter de dénoncer les injustices, mais aussi accorder l'importance voulue à nos idées et à notre conception d'un avenir meilleur. Nous devons nous rapprocher des personnes qui nous soutiennent et de celles qui partagent nos visions et nos valeurs, afin d'opérer ensemble le changement qui s'impose.

— Pascale Schnyder

ÉVALUATION DES MARQUES INFORMATIQUES 2017

Les conditions de travail restent le grand chantier

Pain pour le prochain et Action de Carême réalisent leur troisième évaluation des dix premières marques informatiques du marché suisse.

Même si elle n'est pas comparable à tous les égards à celle de 2014, l'évaluation de cette année ne révèle pas moins clairement les principaux points noirs dans les domaines des droits du travail, des minerais des conflits et de l'environnement.

Commençons par les progrès : les pressions de plus en plus fortes exercées par l'opinion publique sur la branche de l'informatique semblent porter peu à peu leurs fruits. Dans le domaine des minerais des conflits, les améliorations sont nettes, no-

tamment en raison des lois adoptées aux Etats-Unis et en Europe. Des progrès sont aussi à signaler en matière de protection de l'environnement; HP et Apple, les deux marques qui étaient jusqu'à en tête du classement, s'étant fixé comme objectif de n'utiliser que des énergies renouvelables. Tout n'est pas rose pour autant : dans le domaine des conditions de travail, les « bons élèves », Apple et HP, ont même régressé : la marque à la pomme a réduit son engagement dans des initiatives multipartites au sein desquelles des entreprises, des syndicats et des ONG œuvrent ensemble à l'amélioration des conditions de travail, tandis que HP a supprimé des mesures positives qu'elle avait adoptées pour favoriser l'auto-organisation des employés et imposer des salaires de subsistance. Toutes les marques examinées continuent à refuser toute responsabilité en matière de respect des droits des travailleurs, préférant laisser cette « patate chaude » à leurs fournisseurs.

Pain pour le prochain et *Action de Carême* interpellent les écoles et les universités de Suisse à amener les marques informatiques à progresser aussi dans le domaine des conditions de travail.

— Pascale Schnyder

	Droits du travail	Minerais des conflits	Environnement
Apple			
Dell			
HP			
Lenovo			
Acer			
Samsung			
Sony			
Asus			
HTC			
Huawei			

AVANCÉ
MOYEN
INSUFFISANT

DROIT À L'ALIMENTATION

Le point sur la dernière décennie

« L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition » publie en 2017 son 10^e numéro « Vaincre la crise alimentaire mondiale ». Afin de marquer ce 10^e anniversaire et faire le point sur la dernière décennie, un lancement international, co-organisé par *Pain pour le prochain*, a eu lieu le 19 octobre dernier à Genève sous la forme d'une table ronde. Les panélistes ont débattu à la fois des causes structurelles de la crise alimentaire et de la voie à suivre. La publication est disponible sur : www.righttofoodandnutrition.org/files/rtfanw-2017_fr.pdf

CAMPAGNE HUILE DE PALME

Bilan positif et engagement renouvelé

La campagne de politique de développement 2017 d'*Action de Carême* et *Pain pour le prochain* demandait aux grands distributeurs suisses de réduire le nombre de produits contenant de l'huile de palme dans leurs rayons. Bilan : plus de 12 300 signatures, une vidéo visionnée un demi-million de fois et des pourparlers actuellement en cours avec plusieurs grands distributeurs. Ces résultats nous réjouissent et notre engagement pour limiter le phénomène de l'accaparement des terres et l'expulsion des personnes dans les zones touchées reste une de nos priorités. www.stop-accaparement.ch

CYCLE DE CONFÉRENCES ET ATELIERS



TOUT peut (encore) CHANGER

« Entre un monde qui décline et un autre à construire se trouve une transition qu'il ne faut pas gâcher par notre inertie », Pierre Rabhi

Avec le soutien de 21 partenaires, *Pain pour le prochain*, *Action de Carême*, Théofil et Pôle Sud proposent un cycle de conférences et d'ateliers avec des intervenants de renom pour explorer les dimensions intérieures de la transition vers un nouveau paradigme dans différents domaines : les mouvements citoyens, l'agriculture et l'alimentation, l'éducation, l'économie et l'écologie.

Chaque conférence sera suivie d'un témoignage à travers lequel un invité partagera son expérience en lien avec la thématique. Les conférences seront également accompagnées d'un atelier, généralement le jour suivant la conférence, en présence de l'intervenant, offrant un espace de rencontre pour approfondir sur le sujet, expérimenter, échanger mais aussi tisser des liens avec d'autres acteurs de la transition.

Programme complet :
www.theofil.ch

Page Facebook :
www.facebook.com/transitioninterieure

CONFÉRENCES

19h, Lausanne, Casino de Montbenon, Salle des fêtes
Suivies d'un temps d'échange autour d'une soupe.

ATELIERS

9h-12h, Lausanne, Pôle Sud, Av. Jean-Jacques Mercier 3, En général, le jour après la conférence.
Programme et inscriptions :
www.theofil.ch

DATES DES CONFÉRENCES

14. NOVEMBRE 2017 - 19H

Thomas d'Ansembourg
L'intériorité citoyenne : prendre soin de soi et du monde

Psychothérapeute et formateur en communication non violente

28. NOVEMBRE 2017 - 19H

Pablo Servigne
Comment traverser l'effondrement

Collapsologue et conférencier, auteur de « Comment tout peut s'effondrer »

12. DÉCEMBRE 2017 - 19H

Mathieu Labonne
L'engagement citoyen par la spiritualité

Ingénieur et directeur du mouvement Colibris

23. JANVIER 2018 - 19H

Philippe Desbrosses
Restaurer notre lien à la terre pour mieux nourrir les humains

Pionnier de l'agriculture biologique et écrivain

27. FÉVRIER 2018 - 19H

Antonella Verdiani
Inventer une nouvelle éducation

Pédagogue et consultante, initiatrice de l'alliance citoyenne « Printemps de l'éducation »

27. MARS 2018 - 19H

Sébastien Henry
Remettre du sens et du souffle au coeur du monde des affaires

Entrepreneur et écrivain

24. AVRIL 2018 - 19H

Gauthier Chapelle
Se reconnecter à la toile du vivant

Agronome et biologiste, auteur de « Le vivant comme modèle »

NOËL SOLIDAIRE

Du 14 au 16 décembre à Pôle Sud

Devenu LE rendez-vous incontournable avant les fêtes de fin d'année, ce marché organisé par Pôle Sud et la FEDEVACO est une excellente occasion de faire plaisir à vos proches, en leur dénichant des cadeaux originaux et porteurs de sens. Profitez-en pour partager un chaleureux moment autour d'un verre ou d'une spécialité concoctée sur place.

Les stands seront ouverts les jeudi 14 et vendredi 15 décembre, de 17h à 22h, et le samedi 16 décembre, de 11h à 20h. Restauration et buvette jusqu'à 00h00.

Lausanne/Flon – Centre socioculturel Pôle Sud (Av. Jean-Jacques Mercier 3)

A VOIR

« Demain Genève »

Le film « Demain Genève », c'est l'histoire d'un groupe de jeunes qui, fascinés par ce qu'ils ont appris dans le documentaire « Demain », se demandent si de telles solutions existent près de chez eux. Ne connaissant ni les défis environnementaux, économiques et sociaux auxquels leur ville est confrontée, ni les initiatives de la région, les amis décident de rencontrer des experts et des porteurs de projets durables, et vous invitent à partager leur aventure. L'Association Demain Genève s'est donnée pour mission d'inspirer et d'encourager les habitants à construire un meilleur avenir pour nos enfants.

QUIZ SUR L'ÉNERGIE

Quelle est notre consommation d'énergie au quotidien ?

Testez vos connaissances :



1.
Combien d'énergie économise-t-on en abaissant de 1 degré la température de l'appartement ?

- A. 1 %
- B. 6 %
- C. 15 %



2.
Combien d'énergie économise-t-on en cuisinant avec un autocuiseur ?

- A. 20 %
- B. 40 %
- C. 60 %



3.
A partir de combien de temps de non-utilisation vaut-il la peine de débrancher les appareils électroménagers qui se mettent en mode veille ?

- A. A partir d'un quart d'heure
- B. A partir de deux heures
- C. A partir de quatre heures



4.
Quelle est la part des transports dans les émissions de CO₂ en Suisse ?

- A. 13 %
- B. 25 %
- C. 34 %



5.
Quelle est la consommation d'eau potable par jour et par habitant en Suisse ?

- A. 50 litres
- B. 160 litres
- C. 250 litres

Solutions : 1. : B / 2. : C / 3. : A / 4. : A / 5. : B

S'ENGAGER AVEC NOUS

« Sortons de l'énergie fossile et innovons ! »

« Nos autorités n'ont pas pris les mesures courageuses qui s'imposent face à l'urgence climatique et mettent en danger la santé de la population, en particulier la nôtre ». Voici comment Anne Mahrer résume la problématique à l'origine de la création de l'association Aînées pour la protection du climat, dont elle est cofondatrice.

C'est au mois d'août 2016 que plusieurs femmes de la même génération, sensibles aux questions environnementales, se sont rendu compte que le gouvernement avait fait beaucoup de promesses, notamment en s'engageant dans l'accord conclu lors de la Conférence sur le climat de Paris (COP21), mais que la mise en œuvre n'était pas satisfaisante.

Active depuis des décennies dans le domaine de la protection de l'environnement, d'abord dans sa commune, puis au Grand Conseil genevois, et pour finir au Conseil national, Anne Mahrer a eu du mal à refuser la proposition de prendre la coprésidence de l'association. « Je suis encore très motivée et j'ai encore suffisamment d'énergie pour me battre pour les générations futures ! »

Avec l'aide de juristes et en s'inspirant d'une fondation néerlandaise qui avait déjà franchi le pas avec succès, les Aînées pour la protection du climat ont présenté une action en justice au public le 25 octobre de la même année.

« Nous avons décidé de nous baser sur le droit à la santé et les problèmes qu'avaient eus les personnes âgées, notamment les femmes, pendant les grandes canicules qui ont eu lieu depuis 2003. »

Une année après, l'association a reçu la réponse de non-entrée en



Anne Mahrer, co-présidente de l'association Aînées pour la protection du climat et ancienne conseillère nationale.

matière du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC). Un recours contre cette décision a été remis par l'association au Tribunal administratif fédéral, qui ne s'est pas encore prononcé.

Selon Anne Mahrer, si on ne prend pas les mesures nécessaires maintenant et qu'on ne change pas totalement de paradigme, la situation deviendra catastrophique. « Un pays riche et industrialisé comme la Suisse a une grande responsabilité et devrait faire beaucoup plus. Il faut sortir de l'énergie fossile et entrer dans une transition énergétique digne de ce nom. On se vante d'être un pays innovant, alors allons-y ! » — Tiziana Conti

ainees-climat.ch